

« Je note dans un carnet noir, ceux qui m'ont trahi »

ENTRETIEN

Jean-Claude Juncker nous reçoit dans son bureau, qui est comme sa deuxième maison : il y passe des heures, avec derrière lui une valise à roulettes dans laquelle il trimballe ses dossiers. Il revient de Mongolie, du Japon et de Chine - « et on dit que je ne bouge que dans les pays proches ! »

Pourquoi cet amour de la politique, qui a fait l'essentiel de votre vie ?

Les raisons de cette entrée en politique, c'est une corde à mille ficelles et je découvre à chaque fois de nouvelles ficelles. C'est d'abord en lien avec les personnes que vous rencontrez. Jeune gosse, j'ai rencontré un père qui avait un engagement social remarquable. Il était ouvrier sidérurgiste, syndicaliste - tendance CSC mais version luxembourgeoise. Dès l'âge de 5 ans, je voyais cinq-six hommes entrer dans la cuisine et discuter de leur entreprise. « Ne faudrait-il pas allonger les pauses café, normal de garer notre bicyclette à tel endroit, etc. » J'étais là, petit enfant, assis sur le mur de notre maison modeste dans l'alignement des autres, et j'ai constaté comment ils discutaient entre eux pour mieux organiser le quotidien des ouvriers. Mon père s'est intéressé très tôt à l'Europe. Il y avait un organe au sein de l'UE où les sidérurgistes, patrons et travailleurs, se rencontraient sous le drapeau de la Ceca. Il ne faisait pas partie de ces groupes au début, comme il ne parlait pas français. C'est moi qui lui ai appris quand j'avais 8 ans car il devait passer des examens pour changer de statut, d'ouvrier à employé.

Il ne parlait pas français ?

Mon père et ses trois frères ont été enrôlés de force par les Allemands : mon grand-père a vu partir ses quatre fils le même jour à la guerre. Jusque-là, le plus long voyage que mon père avait fait, était entre son village au nord du Luxembourg, vers la ville de 6.000 habitants la plus proche - à 5 kilomètres. Puis, en 1941 on le met dans un train et il se retrouve sur le front russe ! Tous les Luxembourgeois nés entre 1920 et 27 étaient enrôlés de force. On a arrêté le massacre à l'année de naissance 1927, car c'est le seul pays qui a fait la grève générale contre l'occupant, contre cet enrôlement. Les quatre frères sont revenus, mon père était blessé à la main, au genou, dans la nuque. Lorsque je me rebellais à 16-17 ans, je lui ai dit : « Tu dis que tu es un homme heureux mais tu es un homme satisfait, et il y a une différence entre la satisfaction et le bonheur. » Alors, il m'a raconté, en insistant lourdement : « Lorsque je suis revenu du dispensaire des camps de prison russe - les Luxembourgeois étaient prisonniers des Russes car ceux-ci ne faisaient pas, à tort, la distinction avec les Allemands - et que j'ai débarqué à la gare du Luxembourg, je me suis dit "Je ne vais jamais me plaindre". » Et je n'ai jamais entendu cet homme se plaindre jusqu'à ce jour. Leçon de vie : lorsqu'on en a

marre ici - on a l'occasion d'en avoir marre trois fois par jour - je repense à ce qu'il m'a dit. Et donc, je ne me plains pas.

Votre mère parlait français ?

Oui. Pendant la guerre, les nazis avaient interdit l'enseignement du français. Mais un instituteur résistant, faisait venir les enfants du village dans sa maison le soir, après l'école, et leur apprenait le français. C'était très risqué car cela aurait pu conduire les vigiles allemands à le déporter en Silésie.

Votre père a visiblement le rôle clé ?

Fondamental. Il m'a mis sur orbite sociale, avec ses pauvres moyens intellectuels. Ce n'est pas un homme stupide ou bête, il a l'intelligence naturelle que la vie apprend à ceux qui n'ont pas pu faire d'études et qui n'est pas moins noble que les intelligences dans lesquelles nous pouvons nous draper. Il m'a appris le social et l'europeen. Il recevait trois fois par semaine, dans une version allemande, jaune, et dans une version française, bleue, les rapports de cette assemblée de la Ceca qu'il m'obligeait à lire. J'avais 13 ans. J'ai grandi dans cette atmosphère des débuts de la construction européenne. Il m'obligeait aussi à lire le journal chaque jour et à écouter les commentaires politiques sur RTL Luxembourg. Comme il travaillait à pause, ainsi que tous nos voisins et qu'ils se reposaient le jour du travail de nuit, ma sœur et moi avons joué en silence. Cela impressionne car on arrive à avoir l'idée du travail permanent. L'aciérie était à 600 mètres de la maison. Lorsque mon père et ses voisins travaillaient dans le jardin et qu'il y avait un bruit à l'aciérie, ils téléphonaient à l'usine pour dire exactement d'où il venait. Comme souvent dans la vie, tu entends mieux quand tu es en dehors, que si tu es très près.

L'école a été importante ?

Très. J'ai été dans un internat catholique, des pères missionnaires du Sacré-Cœur de Jésus, dans une école apostolique que j'ai bien aimée. C'était une école belge, mais avec seulement des profs et des élèves luxembourgeois, qui m'a beaucoup appris. J'étais en internat à ma demande pour une raison qui m'échappe. C'était un bel endroit, à 200 mètres du prochain village luxembourgeois, à 3 km d'Arlon : la liberté ! J'ai été renvoyé trois fois, la première fois, parce que nous nous sommes rebellés et ne voulions plus aller à la messe. Ils nous ont menacés de choses terribles, nous ont renvoyés, et lorsque nous sommes revenus, nous avons dit « nous n'allons pas à la messe ni en classe ». Nouveau renvoi. Un prêtre m'a alors dit : « Lorsqu'on doute sur des questions religieuses, verticales et de foi, il faut continuer provisoirement. » C'est une phrase très intelligente.

Qui implique quoi dans votre travail européen ?

Cela veut dire que tant qu'il n'y a pas de meilleure idée, concept, projet, je conti-

nue, à vrai dire pas provisoirement mais pour la durée. On a essayé tant de choses en Europe, on s'est souvent cassé la tête contre le mur. Pas les riches, pas la noblesse sociétale, ce sont toujours les petites gens qui sont victimes des erreurs des classes dirigeantes, de ceux qui se prennent pour des élites. Moi j'ai horreur des élites, même si je lis chaque jour que j'en fais partie, mais bon, s'ils savaient... Je me suis installé dans le paysage euro-

péen et je ne veux plus jamais le quitter. C'est né avec mon père et avec ses frères enrôlés de force. Mon père s'est battu pour que les enrôlés soient reconnus comme victimes du nazisme, ce qui leur a été refusé par les gouvernements luxembourgeois successifs. Une de mes premières performances politiques, fut comme vice président de la jeunesse chrétienne sociale, de monter contre le parti une tendance qui appuyait ces revendications. Et nous avons eu gain de cause.

Il y a des choses dont vous êtes moins fier politiquement ?

J'ai fait beaucoup d'erreurs de parcours mais je n'ai jamais fait, je veux le croire, des sottises, parce que je me serais éloigné de l'essentiel ou que j'aurais versé dans la simplification outrancière.

C'est quoi l'essentiel ?

L'essentiel, c'est les autres. Vous ne pouvez pas comme on dit vulgairement, faire de la politique si vous n'aimez pas les autres. Il y a beaucoup d'hommes politiques qui n'aiment pas les autres, voire parfois même les détestent.

C'est très chrétien ?

Je ne sais pas si c'est chrétien mais c'est moi. J'aime les autres et je veux aimer les autres. Je me suis toujours interdit au cours de ma vie politique, bien que j'ai eu à subir des attaques dégoûtantes parfois, comme pour l'instant d'ailleurs, de haïr les autres, comme je ne veux pas être haï par eux, même si cela arrive de temps à autre (il rit).

Pourtant on vous dit très rancunier ?

C'est vrai. J'ai un petit livre noir qui s'appelle « Le Petit Maurice » où je note depuis trente ans chaque fois que quelqu'un me trompe. C'est peu rempli, car on me trompe très rarement. Donc je ne suis pas rancunier, mais j'ai une bonne mémoire.

La différence ?

Je ne prends jamais de revanche car cela ne sert à rien, cela rend malheureux. Et je ne suis pas méfiant car cela rend malheureux aussi. Si, à chaque fois que quelqu'un vient dans mon bureau, je devais m'interroger sur ses arrière-pensées, je ne l'écouterais plus car j'écouterais la « deuxième voix ».

Vous n'êtes quand même pas naïf ?

Non, je prends mes précautions. A ceux qui m'ont trompé, je ne dis plus l'essentiel des choses tant qu'elles ne sont pas publiques. J'ai commencé à noter dans ce

carnet car cela m'a amusé et parce qu'on oublie ces choses. Le nom vient d'une expression courante allemande - « La rancune du petit Maurice ». Au Luxembourg, lorsque quelqu'un me faisait bisquer, on lui disait « Attention, Le Petit Maurice t'attend » (il rit). Cela a un effet dissuasif d'ailleurs.

C'était quoi votre rêve de départ ?

Depuis l'âge de 14-15 ans, je me suis toujours intéressé à la presse. Dans ma chambre, il y avait un mur tapissé par les titres des journaux européens, Le Monde, Le Soir, La Libre, Ruhr Zeitung, etc. J'ai toujours aimé les lire. Aujourd'hui, j'y perds beaucoup de temps mais ce n'est pas du temps perdu. À l'école, nous avons créé un mensuel Profil, puis un autre Reflets qui touchait à la littérature, aux arts et à la politique et dont j'étais le rédacteur en chef. Et nous publions des articles ultra critiques à l'égard de l'église mais les pères nous y autorisaient. On le vendait à 5.000 exemplaires. Je voulais devenir journaliste, et plutôt même éditorialiste, car j'aime jouer avec les mots et les idées. Je voulais faire des études de littérature allemande à Fribourg, au Briesgau, en Forêt noire. Un de mes modèles dans la vie, le père Adam, qui m'enseignait la philosophie et l'allemand à Clairefontaine, y avait fait un doctorat en théologie et en littérature allemande. Je l'ai beaucoup aimé car il m'a beaucoup appris. Il était

dans son couvent à Clairefontaine, avec une amie qui habitait Berlin et chaque jour - je trouvais cela émouvant -, elle lui envoyait une cassette où ils se parlaient. Mais j'ai finalement opté pour le droit à Strasbourg. J'ai été commis d'office une fois pour un viol, et j'ai su que ce n'était pas pour moi. Par contre, j'aurais aimé être avocat d'assises, j'aime bien plaider.

Vous le faites au Parlement européen ?

Oui, et les bons plaidoyers se terminent toujours par des phrases abruptes (il tape du poing sur la table). Comme quand on me pose la question en conférence de presse après le Brexit « Pensez-vous que c'est la fin de l'Europe ? », que je réponds « non » et que je m'en vais.

Cela vous a été reproché...

Les journalistes n'ont pas le sens de la formule courte. Nous nous étions réunis à quatre - Schultz, Rutte, Tusk et moi -, nous nous étions mis d'accord sur un texte. Ils m'ont dit d'aller seul à la conférence de presse. Le texte était figolé, précis et je n'ai pas voulu ajouter mes propres propos à ceux des autres. J'ai pris une question, puis j'avais une autre réunion. D'où ma réponse « non », plus convaincante que de donner une longue explication.

Dans la Bible, on dit : « Que ta parole soit "oui oui" ou "non non" ». Pas le truc intermédiaire. ■

Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX

Juncker qui se confie ce week-end, c'est Thomas Vander Plaetsen, champion d'Europe belge du décathlon, présent aux Jeux de Rio, qui leur succédera le 13 août prochain.

LES RACINES ÉLÉMENTAIRES

Comment devient-on ce qu'on est ? Quels sont les éléments, personnes, livres, lieux qui ont orienté le cours d'une vie et forgé un destin ? Cet été, à nouveau, huit personnalités vont nous raconter leur(s) fil(s) conducteur(s) et leurs racines élémentaires. Après Ivo Van Hove, Antoinette Spaak, Laurent Ledoux et Jean-Claude

foi « Je crois en Dieu. Et cela s'arrête là »

Votre patrie culturelle, c'est l'Allemagne ?

Je baigne dans les deux eaux comme beaucoup de Luxembourgeois. Je passe trois heures par jour à lire les journaux, belges, français, anglais, néerlandais, allemands, mais aussi bulgares, slovénes, car je veux avoir une impression de ce qui se passe chez les autres. Si un type m'appelle ou prend la parole dans une réunion, il faut savoir pourquoi il mentionne un sujet. Si un Premier ministre slovène est attaqué en Slovaquie sur un sujet x, il ne le dit pas, mais il essaye de trouver une parade qu'il peut vendre chez lui. Si je suis cette méthode, c'est parce que j'ai été élevé dans deux eaux culturelles différentes. J'ai une image plus juste et complète que le superficiel des autres qui lisent peu.

Vous êtes grand lecteur de livres aussi ?

J'en lis un ou deux constamment. J'ai reçu ce matin celui d'Anise Koltz, une poétesse luxembourgeoise, le premier amour de ma vie. Très belle femme, remarquable - Il prend le livre et lit à voix haute : « Le soir, la mort s'approche de nous mais sur la table un pain nous invite à exister » - « C'est beau, non ? » - Il reprend un autre poème au hasard : « Le matin se lève dans une solitude sans nom, l'amant porte sa maîtresse comme une barque fendue sur le rivage. » Il y avait à Luxembourg un Goethe institut dont les Allemands ont fait une « Thomas Mann Bibliothek ». Le mercredi après-midi, je quittais mon couvent et nous allions en stop avec un copain à

Luxembourg pour passer l'après-midi dans cette grande bibliothèque allemande où Anise travaillait. J'ai aussi investi des heures, des mois, des années à lire les encyclopedies papales. Je suis un adepte de la doctrine sociale de l'Eglise. J'ai lu toute la littérature qui fut publiée sur les encyclopedies, c'est très intéressant. Un de mes meilleurs amis est le cardinal archevêque de Munich, Reinhard Marx, qui fut évêque de Trêves et un des « théologiens sociaux ». Un autre ami, Oskar Lafontaine, ex-président du SPD, m'a cependant mis en garde : « Tu dois lire les livres de tes ennemis et adversaires, marxistes, maoïstes, socialistes - pour autant qu'ils existent. Tu dois connaître la pensée de ceux qui ne sont pas des complices dans la vie

et dans l'action politique. » Ce qui est vrai. Donc je lis à gauche et j'agis au centre.

Pourquoi lire la doctrine sociale de l'Eglise ?

Parce qu'elle est juste.

Comment vous définissez-vous par rapport à l'Eglise catholique ?

Je crois en Dieu. Et cela s'arrête là. Je ne l'entends pas, mais il doit être quelque part. Je crois que l'homme n'est pas la dernière mesure des choses. Et donc j'ai décidé qu'il doit y avoir Dieu. Je ne trouve pas d'autre explication. La plupart de mes amis sont des athées convaincus, des libres penseurs, mais je ne me découvre aucune différence avec eux. Si nous parlons des choses de la vie, nous avons la plupart du temps des ana-

lyses concordantes. Les uns motivent cela par une dimension verticale, ce que je ne fais que très rarement, sauf sur les réfugiés où là je fais tout de même une référence à une autre dimension qui permet d'échapper à l'égoïsme à un

moment donné. Les autres expliquent cela par les Lumières, l'humanité.

Cette foi vous rend moins désespéré ?

Je ne suis jamais très triste. Il m'arrive d'être déçu par le

cours des événements et l'imprudence - y compris la mienne - qui produit des affaires néfastes. Mais je ne suis jamais abattu. Je fais partie des princes de la vie. J'ai eu ma mère jusqu'à l'âge de 88 ans, mon père est mourant

malheureusement, mais il a 92 ans. Et sauf un accident de voiture qui m'a plongé dans le coma, il ne m'est arrivé aucun malheur. Je me sens béni par la vie. ■

Propos recueillis par
B.Dx.

LE PÈRE, LES OUVRIERS SIDÉRURGISTES, L'EUROPE

« Heureuse enfance »

« On me voit sur les escaliers de la maison. Sur une autre photo, je porte un petit manteau blanc et je tiens la main de ma mère, en chapeau, et de mon père, en costume. C'était les dimanches où nous allions nous promener à Esch-sur-Alzette, entrant parfois dans une pâtisserie. Je suis allé au restaurant pour la première fois à 18 ans, nous ne savions pas comment manger les olives. Les autres dimanches, papa était à l'usine 16 h d'affilée. Curieuse, mais heureuse enfance. »

« Le tac-tac des boggies »

« Derrière la maison où j'ai grandi, les boggies transportaient 24 h sur 24 les minerais sur une ligne en hauteur qui

allait des usines de Differdange à Belval. J'entends toujours le cliquetis de ces petits wagons, qui passaient toutes les dix secondes. C'est le bruit que j'aime le plus et que je n'entends plus : ces lignes ont été supprimées et je n'habite plus là. Cela me rappelle mon père et les ouvriers de l'usine, un peu l'essentiel de ma vie. »

« L'euro, moment de bonheur »

« C'est la réunion des ministres des Finances le 31 décembre 1998, le jour avant l'introduction de l'euro. Nous avions fixé les parités. Il n'y a plus aucune personne encore active aujourd'hui, je suis le seul signataire du Traité de Maastricht encore en politique. C'était un moment de bonheur car, dans les années 90, lorsque nous,

ministres des Finances, construisions l'Union monétaire dans les controverses les plus acharnées, nous avions l'impression de faire l'histoire. »

« La musique européenne »

« J'étais dans un restaurant à Bruxelles et une jeune fille de 12-13 ans s'approche de ma table. Elle me dit qu'elle est membre de l'orchestre de jeunesse de l'UE, dont la Commission et d'autres sont en train de couper les moyens. C'est une catastrophe, me dit-elle. Nous sommes des jeunes européens qui font de la musique ensemble, vous nous enlevez un rêve. J'ai arrêté le processus et elle m'a envoyé ce dessin. J'aimerais faire la musique européenne. »

Jean-Claude Juncker

Le Luxembourgeois de 61 ans a une longue carrière politique derrière lui. Jean-Claude Juncker a été Premier ministre du Luxembourg pendant près de 19 ans et ministre des Finances durant 18 ans. Il s'est également positionné au sein de l'Europe dès le 1^{er} janvier 2005 comme président de l'Eurogroupe. Une fonction qu'il occupera jusqu'en 2013 avant de devenir président de la Commission européenne le 1^{er} novembre 2014 pour un mandat de cinq ans.

Amour de la politique, amour de l'Europe mais surtout amour des gens. C'est le plaidoyer du président de la Commission, Jean-Claude Juncker, durant deux heures entrecoupées de rires, d'émotions et de réponses cinglantes aux critiques sur l'échec de sa « Commission politique » et aux rumeurs sur sa santé, ses embrassades et la boisson. Juncker se dévoile et contre-attaque.

« Je ne suis pas déstabilisé »

Etre président de la Commission, cela reste un bonheur ?

Le bonheur n'est pas une catégorie politique. Tout ce que je voulais faire, j'ai pu le faire, et je n'ai jamais trouvé de barages devant moi. Le suffrage universel m'était toujours très favorable, comme disait mon père « je n'ai pas à me plaindre ».

Vous n'avez pas d'enfants...

Je n'en souffre pas. Je souffre du fait que je n'ai pas de petits-enfants, j'aimerais trouver un truc pour en avoir (il sourit) parce que je constate dans la vie de mes amis que cela leur donne un nouvel envol. Ils reprennent goût à la vie. C'est beau à voir. J'avais le regret de ne pas avoir d'enfants, et puis cela s'est tassé. Pendant une période de ma vie, j'ai presque considéré que c'était un bonheur de ne pas en avoir car j'ai vu autour de moi les énormes problèmes qu'avaient les parents avec leurs enfants. En faisant de la politique au rythme où je le faisais, je n'aurais pas pu gérer. Et donc, à un certain moment, fut-ce pour me consoler ou ne pas y penser, je me suis dit « c'est tout de même bien de ne pas avoir d'enfants ».

Il est vrai que vous tombez très jeune dans la marmite politique ?

J'étais candidat aux élections législatives à 22 ans, alors que j'étudiais à Strasbourg. Il m'a manqué 800 voix pour être élu et le parti m'a demandé de devenir secrétaire parlementaire. Après deux ans, je suis devenu secrétaire d'Etat et puis ministre, à 28 ans.

Dès lors, vous ne quitterez plus le pouvoir.

J'ai été un ministre du Travail très heureux. J'avais à gérer la crise sidérurgique - ma première décision fut de pré-pensionner mon père - et j'étais confronté au quotidien à des gens au travail. Cela vous permet de ne pas perdre le contact avec la vraie vie. Je recevais les syndicats, on m'arrêtait dans la rue. Hélas, aujourd'hui, les gardes du corps m'éloignent du peuple, ce que je regrette beaucoup. J'avais alors toujours l'impression de mieux connaître la vie que les autres ministres. Et ce n'est pas du romantisme ouvrier. C'est la réalité. Ministre des Finances, j'ai bien aimé parce que j'ai fait plusieurs réformes fiscales, mais je n'ai pas aimé le travail en tant que tel.

L'exception fiscale luxembourgeoise, c'est votre boulet ?

Non, c'est une affaire simple et compliquée à la fois. Je suis d'ailleurs très peu attaqué au Luxembourg par les autres partis sur ces sujets. Parce que j'ai toujours plaidé contre un certain nombre de spécificités luxembourgeoises qui me faisaient dire au conseil des ministres et au parlement que « nous ne pouvons pas vivre aux dépens des autres, ou en les appauvrissant ». Le conseil des ministres et le parlement ont voulu interdire ma démarche pour abolir le secret bancaire - ce que j'ai finalement fait,

avec les efforts d'harmonisation fiscale en Europe de la TVA, des accises, des codes de conduite etc. J'ai sur cet aspect une conscience tranquille, ce qui fait que je ne me rue pas sur la presse lorsqu'il y a un article sur la fiscalité. Cela ne me touche aucunement. Cela n'empêche pas mon action. En matière de fiscalité, nous faisons beaucoup de choses qu'on aurait jamais cru voir faites par un Luxembourgeois, car je ne me sens pas très Luxembourgeois ici. Là, je suis en harmonie avec moi-même. Je n'étais pas aimé par les banquiers luxembourgeois. Au Luxembourg, j'ai toujours refusé les invitations des banquiers car je n'aime pas ces négociations de cocktail. Je leur disais « si vous avez un problème, j'ai un bureau et j'ai des témoins ».

La présidence de la Commission, c'est la chose la plus difficile que vous ayez eue à assumer ?

Je lis des livres qui s'intitulent « Le job le plus difficile au monde ». Même mon ami Ban Ki-moon (secrétaire général des Nations unies, NDLR) me dit : « Toi, tu as un truc autrement plus difficile que le mien car je ne dois jamais prendre de décisions, je laisse le Conseil de sécurité faire. » Moi je laisse le Parlement et le Conseil faire (il sourit). Dans un pays comme le Luxembourg, un très petit pays, vous aviez à l'époque des bouleversements industriels et des impacts que produisent des changements internationaux sur lesquels vous n'avez aucune prise. Vous êtes de plus dans un système de contrôle social immédiat. Une chancelière allemande n'est jamais stoppée dans la rue, parce qu'elle n'est pas dans les rues. Un président français, il est à

l'Élysée ou... au cimetière (il est ému). Ici, à la Commission, on peut tout de même canaliser un certain nombre d'éléments qui viennent de l'extérieur. Vous avez à peu près les mêmes problèmes que les grands Etats. Ce contrôle social est tout de même moins exigeant.

Vous vouliez être le président d'une Commission politique forte, mais vous êtes un peu un « eunuque », les Etats membres ayant tout le pouvoir ? Mais non !

On est quand même dans la mouise avec cette « Commission la plus politique depuis Delors » ?

Non ! Ce n'est pas parce que la Commission est politique que l'Europe est dans la mouise, c'est parce que l'Europe est insuffisamment politique car trop concentrée sur les affaires nationales, trop nombriliste.

Vous n'êtes pas déjà en échec ?

Non, on a lancé des tas de choses nouvelles : le plan d'investissement dont Le Soir cette semaine tire un bilan négatif faute de savoir. Nous avons lancé une autre approche sur les affaires européennes : occupons-nous des grands problèmes

et pas des petits trucs, trop nombreux. C'est le pire moment de la journée d'arrêter les petites choses pour ne pas

détruire les grandes. Nous avons fait de nouvelles choses sur le social, des propositions sur les politiques migratoires.

Vous n'êtes donc pas, à ce stade, un homme du genre à démissionner ?

Je suis un homme libre. Si je veux m'arrêter, je m'arrêterai sans demander à personne. Mais je n'ai pas l'intention de le faire, et surtout pas sous le poids de ces critiques qui s'expliquent. Comme je respecte beaucoup le métier de journaliste, je suis très surpris qu'ils n'analysent pas les raisons qui font que certains demandent ma démission et critiquent la Commission. Même Le Soir écrivait au début de cette semaine : « les Polonais, les Tchèques, les Hongrois demandent sa démission, les Baltes ne sont pas contents de lui, l'Allemagne non plus. » Jamais ils n'écrivent pourquoi.

Les Anglais sont fâchés parce que vous avez choisi le Français Michel Barnier pour négocier le Brexit. Pourquoi pas Frans Timmermans ?

Il est vice-président de la Commission, il a d'autres choses à faire. Et Michel Barnier est un type bien. C'était mon concurrent comme tête de liste du PPE. Il a été ministre des Affaires étrangères. Il a été vice-président de la Commission, en charge du marché intérieur, de l'union bancaire etc., des problèmes britanniques, en fait, sur lesquels on va devoir négocier. Les Britanniques ne l'aiment pas, mais cela ne veut pas dire que lui n'aime pas les Britanniques.

Il n'y a pas une masse critique de mécontentement qui vous fragilise ?

A chaque demande de ma démission, il y a une raison profonde. Ça commence à bien faire, mais cela ne m'impressionne pas au point que cela me déstabilise. Je suis stabilisé !

Vous êtes soucieux de la trace que vous allez laisser ?

Je n'y réfléchis pas. Je veux apparaître un jour comme celui qui a consacré sa vie à l'explication intergénérationnelle. Je connais l'histoire de mes parents, une histoire de guerre, de misère, de torture et de prison, et les jeunes qui s'en désintéressent, bien que la guerre soit là, visible, palpable, quotidienne en Europe. Et donc je veux expliquer aux jeunes que leur avenir est dans l'Europe parce que nous devenons de moins en moins importants, en perte de poids économique, de taille et démographique. Le moment n'est pas venu pour nous re-séparer en divisions nationales car elles ne pèsent pas lorsque nous jouons avec les autres. C'est un plaidoyer pour une solidification et un bétonnage de la construction européenne, ce n'est pas le moment pour défaire. Ce dont je suis triste avec ce Brexit, c'est que je devrai passer deux ou trois années sur la déconstruction au lieu de consolider. Trouver le juste équilibre entre les deux est difficile.

Après la présidence de la Commission, quoi ? Goldman Sachs ?

Je ne serais pas entré chez Goldman

Sachs. D'ailleurs, Goldman Sachs ne me l'aurait jamais demandé. Le fait que Barroso travaille pour une banque ne me gêne pas trop. Mais pour celle-là, cela me pose problème. C'est une démarche individuelle et il a respecté les règles. Mais il faut choisir son employeur.

Le prochain choc prévisible, c'est l'élec-

tion de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis ?

Tout est possible dans ces sociétés qui ne réfléchissent plus et ces propos simplistes qui passent partout, aussi en Europe. Nous n'avons pas de leçon à faire aux autres. ■

**Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX**

rumeurs « Je n'embrasse pas tout le monde, je ne suis pas alcoolique ! »

L'essentiel, c'est donc d'aimer les autres ?

C'est un grand mot, mais c'est ma façon de penser : je veux aimer les autres. C'est plus que du respect. Lorsque vous agissez – c'est un peu pathétique – pour le bien commun, il ne suffit pas de respecter, il faut aimer.

C'est pour cela que vous embrassez tout le monde ?

En partie, oui. Parce qu'il y a ceux que je connais depuis parfois des décennies. Mais aussi parce que, lorsque les Euro-

péens de l'Europe centrale et de l'Est sont venus en Europe, ils embrassaient, et je n'échappais pas à leurs embrassades. Et je ne voulais pas y échapper. J'ai aimé ce contact direct. Les hommes du Sud font cela aussi. Les Français donnent des bai-

sers à tout vent. Avec tous les présidents de la République, Mitterrand, Chirac, même Sarkozy ou Hollande, on s'embrasse. Il y a eu cet épisode à Riga, en marge du sommet partenariat oriental, où je n'avais pas vu qu'il y avait un micro perchoir

et où on m'a entendu saluer Orbán (Premier ministre hongrois, NDLR) par un « Salut, dictateur ». Ce que je fais depuis cinq années chaque fois que je le vois ! On donne à cet épisode une dimension exagérée.

C'est donc votre façon d'être ?

Oui, j'aime les autres. Je n'embrasse pas tout le monde, mais tout de même, des multitudes (il rit).

Vous vous dites que vous devriez arrêter vu les remous

suscités ?

Non. J'ai toujours été comme cela, pourquoi changerais-je ?

« Dictateur » c'est pour taquiner Orbán ou pour le provoquer ?

Je lui dis « Dictateur, comment vas-tu ? » et lui me répond « Et toi Grand-Duc, ça va ? ». C'est une plaisanterie, mais dans la presse hongroise on a érigé cela en conflit.

Et avec Nigel Farage, leader de l'Ukip britannique, c'était né-

cessaire ce baiser d'après-Brexit au Parlement européen ? C'est une chose extraordinaire. Je vois partout des photos de moi embrassant Farage. Tout d'abord, je respecte l'homme, qui a beaucoup d'humour, est très érudit : les débats hors

séances avec lui sont très intéressants. Ce jour-là, après le Brexit, je lui lance « Je m'étonne que tu sois encore là » et je lui dis quelque chose à l'oreille qui ne fut pas un compliment. Les photos donnent l'impression que je l'ai embrassé. Vais-je en

faire toute une affaire et déclarer « I was whispering to his ear » ou est-ce que je laisse courir ? A mon âge, on laisse courir.

Vous trouvez que les gens manquent d'humour ?

Ah oui ! Parfois, on dit que j'ai de l'ironie qui frise le cynisme. Ce n'est pas vrai, c'est de l'humour très souvent calculé.

Alcoolique, c'est faux ?

Oui ! ■

**Propos recueillis par
B. Dx.**